

UPA 2020-2021 et mai 2023 – "Attends-toi à l'inattendu" - Berlin, 9 nov. 1989 : une chute inattendue -

"Attends-toi à l'inattendu", formule paradoxale comme les aime Edgar Morin, c'est d'abord une maxime de vie qui renvoie à la **complexité** et à l'**incertitude**, deux notions centrales chez Morin. Cela inclut une conception de l'Histoire comme processus ouvert et discontinu, où les opportunités imprévues – heureuses ou malheureuses - peuvent apparaître à tout moment et modifier le cours des choses.

L'Histoire mondiale est remplie d'événements inattendus, de la victoire des Grecs à Marathon à l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, en passant par le 14 juillet 1789 et la Commune de 1871. Comme l'écrivait le regretté **Paul Veyne**, « *L'histoire est un roman vrai (...) mais n'est pas une science (...) et ne peut pas l'être – il n'y a pas de science d'un fait qui ne se produit qu'une seule fois et ne se reproduira jamais –. La vérité que construisent les historiens est elle-même historique et doit prendre en compte des faits et leurs enchaînements, dont l'existence ne se range pas sous des lois.* »

Déjà **Flaubert** ne voyait dans l'Histoire que « bruit, fureur et bêtise ».

Hegel, puis les marxistes orthodoxes, ont au contraire décrit l'histoire comme une téléologie, une mécanique d'événements inéluctables se déroulant dans un but défini, selon la fameuse dialectique "thèse/antithèse/synthèse" assortie d'une réflexion sur les "stades nécessaires" (féodalisme – capitalisme – communisme) et d'une inébranlable foi dans le "progrès" - « *quoi de plus absurde que le progrès* » écrivait déjà Baudelaire !

Tout ce qui ne rentrait pas dans cette logique était qualifié de "ruse de l'Histoire", expression qui rappelle la casuistique des Jésuites voyant la main de la Providence dans les pires catastrophes.

Le plus grand critique de Hegel, c'est bien sûr **Nietzsche** : comme Darwin ("*L'Origine des Espèces*" date de 1859), il réfute tout providentialisme (cf. *l'intelligent design*), toute science et tout sens de l'Histoire et refuse toute idée de progrès linéaire, au profit d'une "Histoire au service de la vie" - ce qu'il exprime notamment dès 1874 dans la deuxième Considération inactuelle ("*Sur l'utilité et l'inconvénient de l'Histoire pour la vie*"). Dans "*Par delà le Bien et le Mal*" (1886), il décrit l'Histoire comme « *cet incroyable hasard qui a présidé jusqu'ici aux destinées de l'humanité* ».

Walter Benjamin, dans ses "Thèses sur le concept d'Histoire" (1940), oppose à l'historicisme pseudo-scientifique des marxistes orthodoxes un matérialisme historique où « *il n'existe pas un seul instant qui ne porte en lui sa chance révolutionnaire* », s'en prenant ainsi à la foi aveugle dans un soi-disant "sens de l'Histoire" au sein duquel la victoire finale de la classe ouvrière serait écrite. Ce comportement a amené les sociaux-démocrates du SPD et les communistes de la République de Weimar à sous-estimer la vraie nature du nazisme, dont la prise de pouvoir rapide et totale était inattendue aussi bien par la droite classique (Hitler "Trommler") que par la gauche.

Le dirigeant du KPD **Ernst Thälmann** déclarait en oct. 31 : « *Lorsque les hordes fascistes seront au pouvoir, alors le front unique des travailleurs se formera et il balayera tout.* »

Communiqué du Komintern (janvier 33) : « *La victoire nazie n'est qu'une conjoncture provisoire dont les forces progressistes ne tarderont pas à triompher* ».

Autre événement inattendu dans l'histoire de l'Allemagne contemporaine, la chute du mur de Berlin, suivie 11 mois plus tard de la réunification. Les Allemands l'attendaient depuis 40 ans, mais personne ne s'attendait à ce que ça arrive aussi vite, tant cet événement était lié à une guerre froide qui semblait devoir durer jusqu'aux calendes grecques car opposant deux blocs, deux systèmes économiques et deux "*Weltanschauungen*" (conceptions du monde) radicalement différents.

- Le Protocole de Paris (1954), qui mettait fin au régime d'occupation stipulait :

« *Jusqu'à la conclusion d'un traité de paix [traité de Moscou, 12 sept 1990], les États signataires (États-Unis, Royaume Uni, France) uniront leurs efforts en vue d'atteindre leur objectif commun :*

une Allemagne réunifiée, dotée d'une constitution libérale et démocratique **semblable à celle de la République fédérale** et intégrée dans la Communauté européenne. »

- Au même moment, à l'occasion du VII^{ème} congrès du SED, le Comité central déclarait par la voix de Walter Ulbricht : « Une unification est inconcevable entre une Allemagne occidentale impérialiste et militariste et l'État allemand socialiste de la paix, la RDA souveraine. », alors qu'en RFA le préambule de la "**Grundgesetz**" de 1949 (loi fondamentale, terme préféré à Constitution) donnait comme but à la jeune République fédérale de « compléter dans la libre autodétermination l'unité et la liberté de l'Allemagne ».

- En 1961, année de la construction du mur, le philosophe **Karl Jaspers** écrivait : « La RFA ne saurait prendre de la consistance en s'attachant à un but de politique étrangère irréalisable à horizon humain, tel que la réunification. »

- Encore quelques semaines avant la chute de ce mur, plusieurs fugitifs s'étaient fait mitrailler en tentant de passer à l'ouest. Dernier mort le 5 février 1989, 9 mois avant la chute.

Événement inattendu, donc ; pour bien comprendre cet effet de surprise, il me faut remonter quelques années en arrière et m'arrêter sur 4 dates qui structureront mon exposé :

- 7 octobre 1949 : création de la RDA, capitale Berlin-Est ;
- juin 1953 : insurrection ouvrière à Berlin-est et dans toute la RDA, réprimée dans le sang par les chars russes ;
- 13 août 1961 : construction du mur de Berlin ;
- 9 novembre 1989 : chute du mur, suivie de la réunification-annexion le 3 octobre 1990. Le 3 octobre est désormais la date de la fête nationale allemande.

1. Création de la RDA.

Mai 1945 : l'Armée rouge s'empare de Berlin, le Reich capitule sans conditions.

Occupée par les armées des quatre puissances victorieuses, sans monnaie nationale et réduite au troc, l'Allemagne est **rayée de la liste des États**, amputée du quart de son territoire au nord et à l'est (**ligne Oder-Neisse**) et divisée en 3 (puis 4 avec la France) zones d'occupation, où l'autorité est exercée par les commandants en chef des forces armées (**Potsdam-2 août 1945**).

Aucun gouvernement central n'est pour l'instant rétabli en Allemagne ; un Conseil quadripartite siège à Berlin, elle-même divisée en 4 secteurs (idem Vienne). Les derniers soldats russes, français, britanniques et américains ne quitteront Berlin qu'en sept. 1994.

C'est le contexte de la "guerre froide" qui a finalement accéléré les choses, en offrant à l'Allemagne l'occasion de se reconstruire, mais sous la forme de deux États :

=> voir Mauriac : « j'aime tellement l'Allemagne que je préfère qu'il y en ait deux. »

Célèbre discours de W. Churchill, le 5 mars 1946 à Fulton (Missouri) : "**De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer s'est abattu à travers le continent**" => à travers l'Allemagne

Dès juillet 46 les zones américaine et britannique fusionnent (bizona puis trizona avec la France début 1948), bénéficiant de prêts du Trésor américain et à partir de 1947 du plan Marshall, près de 3 milliards de dollars au total. Le but était d'amarrer l'Allemagne au camp occidental.

Dans la zone soviétique, l'URSS exige d'énormes réparations : 1.370 usines démontées, machines, équipements divers, prélèvements sur la production courante et les biens de consommation.

- Utilisation des anciens camps (Buchenwald) pour les ex-nazis et les opposants politiques.
- Création dès 1946 d'innombrables "organisations socialistes de masse" dépendant du Parti : Association des victimes du fascisme, Ligue culturelle pour le renouvellement démocratique de l'Allemagne, Jeunesse allemande libre (Freie Deutsche Jugend), Jeunes Pionniers, etc.
- À signaler le premier film produit dans l'Allemagne d'après-guerre, sous le contrôle de l'URSS : "**Les Assassins sont parmi nous**" (Wolfgang Staudte 1946 - Arte, juillet 2020)

- juin 48 : opération "Birdog". Des millions de Deutsche Mark sont imprimés aux USA dans le cadre du plan Marshall et imposés sans délai aux Allemands comme nouvelle monnaie indexée sur le dollar – 1 DM = 30 cents), ruinant les petits épargnants (20 juin 1948).

- En réaction, les soviétiques mettent en place dans leur zone une réforme monétaire, qu'ils tentent d'étendre à l'ensemble de Berlin. Refus des occidentaux qui introduisent le Deutsche Mark dans leurs secteurs. **Blocus de Berlin** par les forces soviétiques, et pont aérien (24 juin 48 au 12 mai 49).

- **23 mai 1949 : création de la RFA, capitale Bonn (=> symbole du caractère provisoire)**

- **7 octobre 1949 : création de la RDA, capitale Berlin-Est.**

Chacune des deux Allemagnes prétendait être la seule véritable "nation allemande" et refusait de reconnaître l'existence de celle d'en face, représentée par un blanc sur les cartes. En RFA doctrine Hallstein : rupture des relations diplomatiques avec tout pays qui reconnaît la RDA.

Les puissances de l'ouest ont voulu faire de "leur" Allemagne une vitrine et un rempart contre les "**drüben**". D'où leur rejet de la proposition de Staline d'échanger l'unité de l'Allemagne contre sa neutralisation (1952) et les deux grandes demandes des Allemands de l'ouest, sans réel espoir :

- la restitution des "Ostgebiete" (à l'est de la ligne "Oder-Neisse"), devenus polonais en 1945

- la réunification, qui ne sera possible qu'avec Gorbatchev et l'affaiblissement du bloc soviétique, 40 ans après la séparation.

RDA = 108.333 km² (1½ Suisse) – 18,4 millions d'habitants en 1949, 16.111.000 en 1990 (forte émigration vers la RFA), [15 millions aujourd'hui dans les Länder de l'est]. C'était en 1966 la cinquième puissance industrielle d'Europe, et la deuxième du "camp socialiste" après l'URSS.

La RDA s'est officiellement construite en opposition au "monde fasciste" de l'Allemagne de l'Ouest, "refuge des anciens nazis". La doxa marxiste affirmant que c'est l'infrastructure économique qui détermine la superstructure socio-culturelle, il était donc nécessaire (et suffisant ?) de modifier radicalement les rapports de production pour éradiquer les tentations fascistes et construire un avenir radieux.

Réforme agraire : expropriation des criminels de guerre et des grands propriétaires (>100 ha).

Nationalisation des industries clés et des sources d'énergie.

=> Création des **VEB = Volkseigener Betrieb** (entreprise propriété du peuple).

Puis intégration dans l'économie planifiée du bloc soviétique.

Le **SED** (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands = parti socialiste unifié d'Allemagne*) est le parti majoritaire marxiste-léniniste, résultant de la fusion entre le SPD et le KPD imposée par les soviétiques en avril 46. Force dirigeante de l'"**État des ouvriers et des paysans**", il définit la ligne : « développer le sentiment national et fortifier la conscience socialiste, (afin de) **créer une culture socialiste nationale** ». *inversion de "nationale-socialiste"...*

Formation d'un "bloc antifasciste", réunissant toutes les formations politiques, syndicales, culturelles, associatives, mouvements de jeunesse, etc., sous le contrôle du SED.

Quasi monopole de la presse, avec le "**Neues Deutschland**", organe officiel du SED, qui paraît encore aujourd'hui, proche de "Die Linke".

À l'exception d'Otto **Grotewohl**, premier ministre, ancien membre du SPD, banni puis incarcéré par les nazis, résistant clandestin et partisan de la fusion SPD / KPD, les dirigeants et les cadres de la RDA étaient d'anciens communistes de l'époque de Weimar, qui avaient fui en 33 ou avaient été déportés.

Parmi eux, citons les principaux, de retour d'exil en URSS : Wilhelm **Pieck** (président de la RDA jusqu'à sa mort en sept. 1950), et surtout Walter **Ulbricht**, premier secrétaire du Comité central du SED de 1950 à 1971, fonction qu'il cumulera avec celle de Président du Conseil d'État à la mort de W. Pieck. Ulbricht est l'auteur de la célèbre affirmation : « *Cela doit avoir l'air démocratique, mais nous devons tout contrôler* ». C'est sous son règne que fut érigé le mur de Berlin (12-13 août 1961). Écarté du pouvoir en 1971, deux ans avant sa mort.

Dès sa création, le SED avait recruté dans ses rangs d'anciens nazis, et en 1947 il fut décidé qu'ils devaient être traités comme "des citoyens au même titre que les autres". En 1954, 1/3 des employés des administrations publiques et 27% des membres du SED étaient d'anciens militants du parti nazi (enquête de l'historien Jan Foitzik, Der Spiegel, sept 2012).

Les anciens du SD et de la Gestapo ont formé les cadres de la **Stasi** (Staatssicherheit - 10 février 1947), héritière aussi de la Tcheka, police politique créée par Lénine dès 1917 (création du Goulag), du NKVD créé par Staline en 1934 (grandes purges de 1937-38, procès de Moscou dans l'après guerre, etc.), ancêtres du KGB.

Contrôle de la population, flicage généralisé, pratiques d'écoute et de dénonciation, voir "**La Vie des Autres**" (2006). 91.000 membres en 1989, véritable État dans l'État qui a servi de modèle pour les autres républiques socialistes soviétiques.

Certains affirment que l'adaptation d'un totalitarisme à l'autre n'a pas posé trop de problèmes... Comme l'a écrit **Christa Wolf**, « *la Adolf-Hitler-Strasse et la Hermann-Göring-Strasse sont devenues le bd. Staline et le bd. Lénine !* »... **Héritage des deux totalitarismes du XX^{ème} siècle.**

2. Insurrection de juin 1953

Dès les premières années, les ouvriers dénoncent les conditions de travail qui leur sont imposées par le gouvernement communiste de l'"*État des ouvriers et des paysans*", en particulier l'augmentation des cadences à salaire constant dans les usines et les chantiers (stakhanovisme).

La mort de Staline, le 5 mars 1953 fait espérer une amélioration, vite déçue dès l'arrivée au pouvoir de **Lavrenti Beria**, chef du NKVD. Le 16 juin 1953, une insurrection ouvrière éclate à Berlin-Est, à l'initiative des ouvriers du bâtiment qui travaillent sur la *Stalinallee*. Au moins 60.000 manifestants. Ce mouvement s'étend dès le lendemain à toutes les villes de la RDA.

Walter Ulbricht, premier secrétaire du Parti, appelle les Soviétiques à la rescousse.

Les chars russes noient l'insurrection dans le sang, au prix d'un grand nombre de victimes : plusieurs centaines de morts et 25.000 arrestations.

Ce soulèvement démocratique et anticommuniste vaut à Beria, le successeur de Staline, d'être évincé du pouvoir le 26 juin suivant, arrêté et aussitôt exécuté sur les ordres d'un *apparatchik* proche du pouvoir, un certain **Nikita Khrouchtchev**. Le "rapport Khrouchtchev" sera le principal élément de la "déstalinisation" (XX^{ème} Congrès, 1956), sans grand effet en RDA.

Installé à Berlin-est depuis juin 1949, les Alliés occidentaux lui ayant refusé le visa pour la RFA, **Bertold Brecht** avait toujours refusé d'adhérer au SED.

Dans un premier temps, il prend cependant parti pour Ulbricht et Grotewohl :

« *Des éléments fascistes organisés ont essayé d'abuser du mécontentement des ouvriers de Berlin pour arriver à leurs fins meurtrières. Seule l'intervention rapide et décisive des troupes soviétiques a permis de déjouer cette tentative.* »

Prenant conscience du caractère totalitaire de la répression, il écrit alors un poème intitulé *La Solution*, dans lequel il moque le mépris des hiérarques communistes pour le peuple :

« *Ne serait-il pas plus simple alors pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ?* »

Les Allemands de l'Est échappent comme ils le peuvent à la répression. Sur 19 millions d'habitants, plus de 3 millions s'enfuient à l'Ouest, ce qui provoquera la construction du mur de Berlin le 13 août 1961.

3. Construction du mur de Berlin – 13 août 1961 (Gagarine = 12 avril 1961)

Il devenait donc urgent de mettre fin à cette hémorragie de forces vives, constituées essentiellement de travailleurs qualifiés, ouvriers spécialisés, techniciens ayant bénéficié d'excellentes formations à l'est et espérant trouver une meilleure vie à l'ouest. Pour employer le jargon des économistes libéraux, il s'agissait d'une "énorme perte d'investissements en capital humain".

La frontière entre les deux Allemagnes était à peu près étanche, mais la situation exceptionnelle de Berlin, sorte d'île de la RFA au milieu de la RDA, en faisait un lieu de passage relativement facile. Il était impossible de contrôler toutes les rues, et il suffisait de prendre le métro ou le chemin de fer berlinois pour passer d'Est en Ouest, ce que faisaient quotidiennement les Berlinois pour aller travailler. De plus, Berlin représentait à l'époque une porte d'entrée vers l'Ouest facile d'accès pour les Tchèques ou les Polonais. Et une fois à Berlin-ouest, vitrine clinquante de la société de consommation ouest-allemande en plein "miracle économique", la tentation était forte d'échapper à l'austérité du régime policier de la RDA, malgré ses indéniables avancées sociales. D'autant plus que les ondes radiophoniques étaient saturées de propagande vantant l'"american way of life" et son bonheur apparent (Coca-cola, McDonald's, jeans, rock'n'roll, voitures, etc.), à partir d'émetteurs surpuissants installés dès 1949 en Autriche, en RFA et à Berlin-ouest (Radio Free Europe, Radio Liberty, financées par la CIA).

Berlin-ouest, capitale de la musique branchée : concert des Rolling Stones, Iggy Pop, Lou Reed et David Bowie y enregistrent plusieurs albums, Nina Hagen y multiplie les performances provocatrices, les cassettes de Dépêche Mode se vendent sous le manteau à l'est.

Dans la **nuît du 12 au 13 août 1961**, 14.500 membres des forces armées de l'est bloquent les rues et les voies ferrées menant à Berlin-Ouest. Des troupes soviétiques se tiennent prêtes au combat et se massent aux postes frontières face aux Alliés. Tous les moyens de transport entre les deux Berlin sont interrompus. Les pays du bloc de l'Est, membres du pacte de Varsovie, publient le même jour une déclaration soutenant le bouclage de la frontière entre les deux Berlin.

Des barbelés et des barrières provisoires sont déployés à la frontière berlinoise entre les secteurs d'occupation Est et Ouest. Les jours suivants, ils sont remplacés par un mur de 15 puis 43 km, construit par des maçons est-berlinois, sous l'étroite surveillance des gardes-frontières de RDA. Les portes et fenêtres des façades d'immeubles sont murées et intégrées dans le dispositif de séparation des deux moitiés de la ville, 165 miradors et 232 blockhaus sont érigés le long d'une bande de 130 km. Le mur mesure entre 3,5 et 4 mètres de haut, en béton renforcé par des câbles d'acier, avec tout en haut, une surface arrondie afin que personne ne puisse s'y accrocher.

Au pied du mur se trouve ce que l'on appelé "la bande de la mort", constituée d'un fossé, d'une clôture et d'une route où circulent en permanence des véhicules militaires, des systèmes d'alarme, des tours de surveillance et des patrouilles avec des chiens, 24h/24.

Malgré cela, beaucoup de personnes ont tenté leur chance. Entre 1961 et 1989, plus de 5.000 personnes ont tenté de franchir le mur et plus de 200 sont mortes lors de cette tentative, dernière victime le 5 février 1989, moins d'un an avant la chute du mur. Plus de 3.000 ont été arrêtées et condamnées jusqu'à deux ans de prison en tant que "déserteurs de la république".

La réaction des Alliés n'est pas immédiate et seul le maire de Berlin-ouest, Willy Brandt, proteste énergiquement. La première manifestation devant le Mur a lieu le 16 août 1961 et réunit 300.000 Berlinois.

Une vraie confrontation entre Américains et Soviétiques n'aura lieu que le 27 octobre de la même année, à **Checkpoint Charlie**, point de contrôle américain entre Berlin-Ouest et Berlin-Est. Ce jour-là en effet, des gardes-frontières de RDA exigent de contrôler des membres des forces alliées occidentales voulant se rendre en secteur soviétique. Or tous les membres des forces d'occupation bénéficiaient d'un droit de libre-circulation dans l'ensemble de la ville.

Pendant trois jours, dix chars américains et dix soviétiques se postent de part et d'autre du point de passage. L'affaire se termine par un retrait des chars, aucune des deux parties ne voulant enclencher une escalade. Paradoxalement, cette situation explosive, aussi bien à Berlin que dans le reste de l'Europe, va déboucher sur la plus longue période de paix qu'ait connue le continent européen.

Mais la construction du Mur va changer pour plusieurs années le visage de la capitale allemande.

La *Potsdamer Platz*, en plein cœur de Berlin, se retrouve coupée en deux, et le centre historique de la capitale finit par se vider tout à fait, traversé par un *no man's land* de plusieurs dizaines de mètres. Au delà des répercussions politiques de la construction du mur, qui devient dès 1961 le symbole de la Guerre froide dans le monde entier, c'est la vie de toute une population qui se trouve bouleversée. 63.000 Berlinois de l'Est perdent leur emploi à l'Ouest, 10.000 de l'Ouest perdent leur emploi à Berlin-Est, et des milliers de familles seront séparées pendant plus de vingt ans.

La solidarité occidentale se manifeste notamment à travers le discours du président américain John Fitzgerald Kennedy lors de son passage dans la capitale allemande, le 26 juin 1963. C'est le fameux "*Ich bin ein Berliner*" ("*Je suis un Berlinois*"), prononcé devant plusieurs milliers de personnes.

Au cours des années 60, plusieurs **accords sur le règlement des visites** de Berlinois de l'Ouest chez leurs parents de l'Est de la ville sont signés après d'âpres négociations, et la frontière entre les deux pays devient un peu plus perméable, la RDA simplifie notamment les autorisations de voyage, en particulier pour les retraités, et autorise les visites de courte durée d'Allemands de l'Ouest dans les régions frontalières.

Mais ces maigres espoirs et l'idée d'un "communisme à visage humain" née du "**Printemps de Prague**" en janvier 68 – , sont vite refroidis par la répression du 21 août, menée essentiellement par des troupes de RDA, rappelant aux tchèques les invasions nazies de 1938-1939.

Erich Honecker, successeur de Walter Ulbricht en 1971, qui avait passé 10 ans dans les geôles nazies, se retrouve confronté à la politique de détente est-ouest initiée par l'**Ostpolitik de Willy Brandt**. Bourgmestre de Berlin-ouest de 1957 à 1966, il a été chancelier SPD de 1969 à 1974 : le 21 décembre 1972, la RFA et la RDA signent à Berlin-Est le traité fondamental qui consacre la reconnaissance mutuelle des deux États allemands : fin de la doctrine Hallstein, normalisation des relations avec les pays du bloc communiste, relations diplomatiques avec la RDA et intangibilité de la frontière inter-allemande en attendant la perspective d'une réunification, reconnaissance de la ligne "Oder-Neisse" et donc renoncement à toute demande de restitution des "Ostgebiete".

La RDA est alors également reconnue par les pays occidentaux. La RFA et la RDA deviennent simultanément membres de l'Organisation des Nations unies (ONU) en septembre 1973.

Mais, stalinien convaincu, Honecker augmente le budget, les effectifs et les missions de la Stasi ; de nombreux opposants sont déchus de leur nationalité (Wolf Biermann), et le mur de Berlin est renforcé, avec un système de détection de mouvement et de mitraillage automatique.

Dès 1971, mise en place de systèmes de détection des bruits souterrains de creusement : tiges de 3 mètres enfoncées dans le sol et équipées à leur extrémité de micros hypersensibles.

C'est la fin des tunnels.

Honecker s'opposera aux réformes de Mikhaïl Gorbatchev, qui le "lâchera" en 1989, alors qu'il y avait encore plus de quatre cent mille militaires soviétiques en RDA.

4. Chute du mur - 9 novembre 1989 - et réunification-annexion le 3 octobre 1990

Son intégration dans l'économie planifiée du bloc communiste a amené la RDA à en partager le principal défaut : une croissance reposant sur l'augmentation quantitative des facteurs – en particulier de la main d'œuvre – plutôt que sur les gains de productivité. Elle se voit donc confrontée à une concurrence de plus en plus vive avec les pays de l'ouest, en particulier la RFA. Faute d'avoir utilisé ses ressources pour moderniser le parc industriel et investir dans la recherche & développement et les technologies de pointe - ce qui aurait permis d'augmenter la productivité et d'accroître les revenus d'exportation -, la RDA des années 70-80 a préféré tenter de répondre à la demande intérieure en important massivement des produits agricoles et des biens d'équipement. D'où des difficultés financières et des problèmes structurels, que résume le directeur de Zeiss en RFA (optique de pointe) à propos de sa rivale Carl Zeiss d'Iéna en RDA : « *Il leur manque toute l'électronique moderne que nous avons pu acquérir ou développer nous-mêmes.* »

D'où aussi le problème d'une **main d'œuvre surqualifiée** grâce à une excellente formation professionnelle spécialisée, dite "polytechnique", mais **en surnombre** à cause d'un parc industriel suranné et délabré qui ne leur offrait aucun débouché à la hauteur de leurs qualifications. Ces jeunes techniciens âgés de 20 à 35 ans ont massivement émigré vers l'ouest au cours des années 80, espérant y trouver des emplois correspondant à leurs qualifications, des espoirs de promotion professionnelle et donc un meilleur accès à la consommation.

Depuis le milieu des années 80, un vent de changement souffle sur l'Europe de l'est, à l'exception de la Roumanie et de la RDA : *glasnost* et *perestroïka* venues de Moscou suscitent la mise en place de gouvernements qui amorcent une timide libéralisation, inspirés par l'exemple de **Mikhaïl Gorbatchev**. Profitant de ces lézardes dans le bloc communiste, des dizaines de milliers d'Allemands de l'est, dans une longue file de "*Trabants*", tentent de passer à l'ouest via la frontière entre l'Autriche et la Hongrie ouverte au courant de l'été, puis par la Tchécoslovaquie.

À Leipzig et à Dresde, en octobre 1989, des manifestants défient ouvertement le régime depuis des églises que des associations chrétiennes leur ont ouvertes. Pour les festivités du 40^{ème} anniversaire de la RDA (7 octobre 49), les Allemands défilent devant un Erich Honecker blême et un Mikhaïl Gorbatchev gêné, aux cris de « Gorby, Gorby, aide-nous ! »

Celui-ci tente vainement de convaincre Honecker de la nécessité d'engager des réformes, tout en lui indiquant fermement que toute répression armée était à exclure.

Le 18 octobre, Honecker est démis de toutes ses fonctions, officiellement pour "raisons de santé" ; il est remplacé par les rénovateurs du SED, **Egon Krenz** et **Günter Schabowski**.

Les Allemands de l'est descendent alors massivement dans les rues, réclamant des élections libres et pluralistes, et la liberté de déplacement. Une nouvelle réglementation sur le droit de voyager est annoncée le 9 novembre lors d'une conférence de presse improvisée, où Günter Schabowski, porte-parole du gouvernement, annonce que « les voyages privés vers l'étranger peuvent être autorisés sans présentation de justificatifs, motif du voyage ou liens de famille. »

En réponse à la question d'un journaliste incrédule, il ajoute que cette réglementation entre immédiatement en vigueur, alors que rien n'a été prévu en ce sens.

L'annonce fait l'effet d'une bombe. Les Allemands de l'est qui ont pris connaissance de cette information à la télévision, se ruent vers les postes frontières pour vérifier s'ils n'ont pas rêvé ! Les gardes-frontières, qui n'ont reçu aucune consigne, n'ont d'autre choix que de lever les barrières. Dans la liesse générale et un gigantesque concert de klaxons, les Berlinoises de l'est et de l'ouest fêtent des retrouvailles inattendues, qu'ils n'osaient plus espérer depuis 28 ans.

De monstrueux embouteillages se forment en direction de l'ouest, et une véritable marée humaine se presse près de la porte de Brandebourg, sur et autour du Mur.

Gouvernement, armée et police, totalement dépassés par les événements, décident de ne pas intervenir. Les premiers coups de pioche donnés par les Berlinoises au "mur de la honte" résonnent comme un hymne à la liberté retrouvée, accompagné par le violoncelle de **Miroslav Rostropovitch**. L'événement fait bien sûr la Une de la presse internationale et les réactions se multiplient.

Le 22 décembre, l'ouverture officielle de la Porte de Brandebourg marque définitivement le libre passage entre les deux Allemagnes, prélude à l'effondrement du régime communiste en RDA, puis dans l'ensemble de l'empire soviétique :

- à Prague, la Révolution de Velours (17-18 novembre 1989) met fin au communisme.
- En Bulgarie, le stalinien Todor Jivkov doit quitter le pouvoir.
- En Roumanie, Ceausescu est éliminé plus violemment en 1989.
- En Union soviétique, les États baltes proclament leur indépendance en mars et mai 1990.

Face au gouffre économique entre les deux Allemagnes, Helmut Kohl, Chancelier de la RFA, annonce dès le 28 novembre 1989 un plan en dix points visant la **réunification**.

Le 1^{er} juillet 1990, Kohl impose la parité entre le Deutsche Mark de l'ouest et le mark de RDA, décision politique qui aura de lourdes conséquences sur la compétitivité des entreprises de l'est.

Le 12 septembre 1990, moins d'un an après la chute du Mur de Berlin et trois semaines avant la réunification, est signé le Traité de Moscou.

Traité de Moscou du 12 septembre 1990, dit traité "4 + 2" car signé entre les représentants des deux Allemagnes et les quatre vainqueurs de 1945. Met officiellement fin à la deuxième guerre mondiale et rend sa pleine souveraineté à l'Allemagne. [le traité de Paris du 10 février 1947 qui mettait partiellement fin au conflit avait été signé entre tous les vainqueurs et les vaincus, sauf l'Allemagne qui n'existait pas encore].

Le 3 octobre de la même année, les deux Allemagnes (RFA et RDA) sont officiellement réunifiées, malgré les réticences de François Mitterrand et Margaret Thatcher.

Selon les mots du premier ministre hongrois, le réformateur Miklòs Németh, « *personne n'a pensé que ça irait aussi vite* », à peine trois mois entre le démantèlement du mur-frontière entre la Hongrie et l'Autriche, et la chute du mur de Berlin.

Les 1,3 km du mur qui ont été conservés sont aujourd'hui un support idéal pour le **street art**, et sont devenus, avec le musée de Checkpoint Charlie, une des attractions touristiques de la capitale.

Conclusion : pourquoi l'"Ostalgie" ? Réunification ou annexion ?

L'assimilation de la RDA par la République fédérale, et la privatisation de son potentiel économique ont de lourdes conséquences.

Un an après la réunification, le PIB de la RDA a baissé de 40 %, sa production industrielle de 70 %, et le nombre d'actifs en emploi de 40 %. 2,7 millions de chômeurs, soit plus de 31 % de la population active, tandis que des centaines de milliers d'autres sont mis en préretraite.

Dans le même temps, le PIB de l'ex-RFA augmente de 4,5 % et sa production industrielle de 5 %, créant 500.000 emplois et diminuant le chômage de 13,7 %.

Les quelque 400 milliards d'euros transférés de l'ouest vers l'est de 1990 à 1996 ont surtout profité aux entreprises ouest-allemandes, dont les profits ont doublé et dont les exportations vers les ex-pays de l'est ont été multipliées par 4 durant cette période. Elles ont aussi trouvé à l'est une main d'œuvre qualifiée et bon marché, ainsi que des sous-traitants peu coûteux, anticipant ainsi l'élargissement hâtif de l'UE en 2004. Elles ont en outre été les principales bénéficiaires des aides massives accordées par l'État pour la modernisation des infrastructures (160 milliards € en 91 et 92).

Selon les données de la **Treuhand** (organisme chargé de la privatisation en Allemagne de l'est et mêlé à de nombreux scandales financiers, dont le directeur Detlev Rohwedder a été assassiné en 1991), les firmes ouest-allemandes ont capté 85 % des privatisations à prix bradé ; en tête Volkswagen, Mercedes-Benz et Siemens.

Pour les peuples est-européens, tout cela a signifié chômage en hausse, pouvoir d'achat en baisse et paupérisation massive. Les "remèdes miracle" des économistes néo-libéraux de l'école de Chicago (**Jeffrey Sachs**) ont été efficaces... et exercent aujourd'hui leurs ravages sur l'ensemble de l'Allemagne et des "pays de l'Europe centrale et orientale" (PECO) :

explosion du travail précaire, 20 % de pauvres, en particulier parmi les jeunes, inversion du rapport de forces entre syndicats et patronat en faveur de ce dernier, donc augmentation des inégalités et baisse du revenu moyen, baisse de la demande intérieure, et investissements dans les infrastructures négligés au profit des exportations.

« *Les gens de l'Est ont connu deux sociétés, et peuvent donc comparer, sachant que la RDA ne se résumait pas à la Trabant ou à la Stasi. Malgré tout ce qui a mal tourné, il y avait du travail pour tous, des logements à bon marché, une santé gratuite et performante. Autant d'acquis qu'ils regrettent.* (Egon Kranz, éphémère successeur d'Erich Honecker).

C'est toute l'ambiguïté de l'**Ostalgie** => voir « **Goodbye Lenin !** ».

1989 a apporté avant tout de l'insécurité et de l'inquiétude, en particulier professionnelle. La plupart ne s'accrochaient pas à la RDA telle qu'elle fut, ils souhaitaient surtout plus d'ouverture culturelle et politique, et la liberté de voyager. Ils ont été ravis de se débarrasser de la domination du parti, ce "père sévère", mais ils n'ont pas vu que la "mère protectrice" partait avec.

"On n'avait pas de bananes, mais on avait la sécurité sociale."

Transports, logement, enseignement quasi-gratuits, plein emploi – dû en grande partie au manque d'hommes au lendemain de la guerre -, 9 femmes sur 10 en âge de travailler avaient un emploi qu'elle pouvaient cumuler avec leur maternité, grâce à la multiplication des crèches et des jardins d'enfants, réelle égalité des salaires et accès aux fonctions dirigeantes, contraception, liberté sexuelle, etc. **Éradication du "3K"**.

Mais ça n'a pas suffi à empêcher la dérive policière et totalitaire du régime...

Beaucoup d'Ossis – terme méprisant utilisé par les Allemands de l'ouest pour qualifier les habitants de l'ex-RDA - voient dans le tournant de 1990 (*die Wende*) non pas une réunification, mais une annexion brutale ("*brutaler Anschluss*" selon le mot de **Günter Grass**). Certains auteurs parlent de "*colonisation structurelle*", à la fois économique, politique et socioculturelle.

Attachés à un certain patrimoine avant tout social et culturel, et sans regret pour le régime policier, ils mettent en avant trois aspects de la trace politique laissée par la RDA :

- sécurité sociale / vs. Harz IV, précarité et mini-jobs, développement des inégalités
- paix / vs. engagement de la Bundeswehr en Serbie, en Irak-Syrie, ventes d'armes
- antifascisme / vs. dénazification bâclée et renouveau de l'extrême-droite.

Plus de 30 ans après la réunification, le bilan est mitigé :

Les "nouveaux Länder" sont aujourd'hui en moyenne 20 % moins riches que ceux de l'ouest, le capital et les postes de direction sont très majoritairement détenus par des Allemands de l'ouest – Angela Merkel était une exception ! -, les écarts de salaires ont à peine diminué, on parle encore de "**frontière fantôme**". Si le rattrapage est à peu près complet dans les grandes villes (Berlin, Dresde, Leipzig, Erfurt, Weimar), il reste beaucoup à faire dans les banlieues, les villes moyennes et les campagnes, comme en témoigne la montée de l'AfD : plus de 20 % dans les "nouveaux Länder", surtout en Saxe (Chemnitz – Karl-Marx-Stadt -, ancienne ville industrielle prospère) et en Saxe-Anhalt, hier en Thuringe.

Comme le dit Edgar Morin, « *Le souvenir de la catastrophe de 1945 fait que l'Allemagne est aujourd'hui encore vaccinée contre le virus nazi, mais les effets des vaccins ne sont pas éternels.* »

Certains tentent de se consoler en collectionnant les traces d'une époque idéalisée – anciennes marques de chocolat, de bières, affiches, archives abandonnées, plaques, monuments, Traditionskabinette, Trabant retapées, etc., tout ce que le libéralisme triomphant a voulu faire disparaître. L'Histoire est toujours celle des vainqueurs, et la période 1949-1989 est curieusement absente des livres scolaires...

voir Nicolas Offenstadt "*Le Pays disparu*" Folio 2018

Le mythique *Check Point Charlie* abrite aujourd'hui un caricatural "musée du mur", entouré de boutiques de souvenirs pour touristes, où des Turcs et des Pakistanais vendent des chapkas russes, des étoiles rouges et des jumelles *made in China*.

Les friches industrielles offrent des espaces infinis aux performances artistiques de toutes sortes et sont devenues des temples de la techno, où affluent les clubbers du monde entier.

Le covid a hélas mis un sérieux frein à cette créativité, et Berlin est devenue une ville où se loger est hors de prix !

« *Je ne comprendrai jamais pourquoi l'art de propagande socialiste a été retiré dans de nombreux lieux, pour laisser la place, sur des surfaces encore plus grandes, à la propagande publicitaire capitaliste.* » Jochen Schmidt, né en 1970 à Berlin-Est ("*Bretagne, mode d'emploi*", "*Le Moulin des escargots*")

Bibliographie

Daniel Venert : *Novembre 1989, le mur de Berlin s'effondre* – Seuil

Alexandre Adler : *Berlin, 9 novembre 1989, la chute* – 2009, XO éditions

Michel Meyer : *Histoire secrète de la chute du mur de Berlin* – 2009, Odile Jacob

Johann Chapoutot : *Histoire de l'Allemagne (1806 à nos jours)*, PUF (Que sais-je) 2017

Nicolas Offenstadt : *Le Pays disparu*, Folio 2018

Agnès Arp et Elisa Goudin-Steinmann : *La RDA après la RDA – Des Allemands de l'est racontent*,
éd. Nouveau Monde, 2020